



Répondre à l'urgence sociale et climatique



Le lien entre transition environnementale et justice sociale est un thème central des travaux du CESE. Les populations les plus pauvres sont non seulement les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique – catastrophes naturelles, pénurie de ressources, problèmes de santé... – mais aussi les moins à même de s’engager dans la transition écologique en raison des barrières financières auxquelles elles font face.

C’est pourquoi la transition énergétique doit être guidée par un impératif de justice sociale, à travers un partage équitable de ses coûts et de ses bénéfices entre les différents segments de la société.

Retrouvez aux liens ci-dessous les travaux du CESE sur cette thématique essentielle de l'urgence sociale et écologique : avis, vidéo de la séance, vidéos des personnes auditionnées...



Inégalités, pouvoir d’achat, éco-anxiété : agir sans attendre

pour une Transition juste (*Rapport annuel sur l'état de la France*)

Le Rapport annuel sur l'état de la France met en lumière les défis majeurs auxquels le pays est confronté. Il permet au CESE d'établir un diagnostic sur la situation économique, sociale et environnementale de la France.

80 % des Français se disent inquiets des conséquences du dérèglement du climat

Découvrir l'avis



Face au changement climatique, accélérer une adaptation

systémique et juste

D'après le Haut Conseil pour le climat, les conditions climatiques records de 2022 deviendraient la norme en France d'ici 2050. L'année 2022 serait même une année « fraîche » selon le scénario de réchauffement à +4°C à l'horizon 2100. Or notre pays n'est pas prêt à y faire face.

+4°C de réchauffement moyen en France d'ici à 2100 (TRACC)



Pour une économie sociale et soutenable : de la propriété à

l'usage

Qu'est-ce que l'économie servicielle ? C'est un modèle qui propose des produits ou des services axés sur l'utilité et la performance d'usage, et qui sont co-construits par le consommateur, l'entreprise et le salarié, tout en intégrant les considérations sociales et environnementales.

Par exemple, en économie servicielle, on passe de la vente d'un pneu à la mise à disposition du pneu grâce à un contrat de performance d'usage : les services permettent de s'adapter aux besoins de l'utilisateur, y compris grâce aux données transmises par l'électronique embarquée.

Découvrir l'avis



Consommation durable : favoriser une économie de la

sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes

Devant l'impératif de la transition écologique, la Première ministre a chargé le CESE d'examiner les évolutions nécessaires de nos modes de consommation, en les alignant avec les objectifs de réindustrialisation et le rôle de la publicité.

3 planètes seraient nécessaires si l'ensemble de l'humanité vivait comme la population française (Global Footprint Network/WWF)

Découvrir l'avis

Quelles *transitions* *énergétiques* pour les Outre-mer ?

RAPPORTEURS
Alain André et Nadine Hafidou

MARS 2024

Quelles transition et autonomie énergétiques des Outre-mer

?

Alors que les Outre-mer dépendent fortement d'énergies carbonées (charbon, fuel), ce sont aussi des territoires particulièrement vulnérables au dérèglement climatique. Ils doivent donc concilier des objectifs indissociables et complémentaires : la transition énergétique et l'autonomie énergétique.

50 % de l'énergie consommée sur les territoires ultramarins est liée à la mobilité

Découvrir l'avis

Eau potable : *des enjeux qui dépassent la tarification progressive*

RAPPORTEURS
Jean-Marie Beauvais et Jean-Yves Lautridou

NOVEMBRE 2023

Eau potable : des enjeux qui dépassent la tarification

progressive

Les pénuries et tensions hydriques records de 2022 ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Ces manifestations du dérèglement climatique font peser un risque croissant de conflits d'usage entre l'agriculture, les ménages et les industries.

48 litres d'eau potable par jour par Français, consommation moyenne
(ministère de la Transition écologique)

Découvrir l'avis

DÉCLARATION

Déclaration du Bureau du CESE sur la stratégie énergétique de la France et les travaux préparatoires du Gouvernement

Déclaration du Bureau

JANVIER 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité



Stratégie énergétique de la France et travaux préparatoires

du Gouvernement

L'avant-projet de loi *Bâtir notre souveraineté énergétique et faire de la France le premier grand État à sortir des énergies fossiles* affiche l'ambition qu'a notre pays de placer la transition énergétique au cœur de sa stratégie programmatique sur ce grand défi de demain.

30 % c'est la réduction de la consommation énergétique finale que la France vise d'ici 2030, par rapport à 2012

Découvrir la déclaration

Dix préconisations pour le *pouvoir d'achat* en Outre-mer

RAPPORTEURES
Ghislaine Arle et Véronique Biarnaix-Roohe

Améliorer le pouvoir d'achat en Outre-mer

La « vie chère » est l'une des principales causes de tension sociale en Outre-mer. Les prix y sont de plus en plus élevés et les écarts avec la métropole se sont encore accentués entre 2022 et 2023.

900 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté en Outre-mer, soit
avec moins de 1010 euros par mois

Découvrir l'avis